Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 68 (2010)

Heft: 4: Fractures et enjeux de la mondialisation ; Alimentation et lien social

Artikel: Les nouvelles fractures géopolitiques mondiales

Autor: Chaigneau, Pascal

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-283590

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES NOUVELLES FRACTURES GÉOPOLITIQUES MONDIALES

PASCAL CHAIGNEAU
Directeur du Centre d'Etudes Diplomatiques et Stratégiques, Paris
ceds2@wanadoo.fr

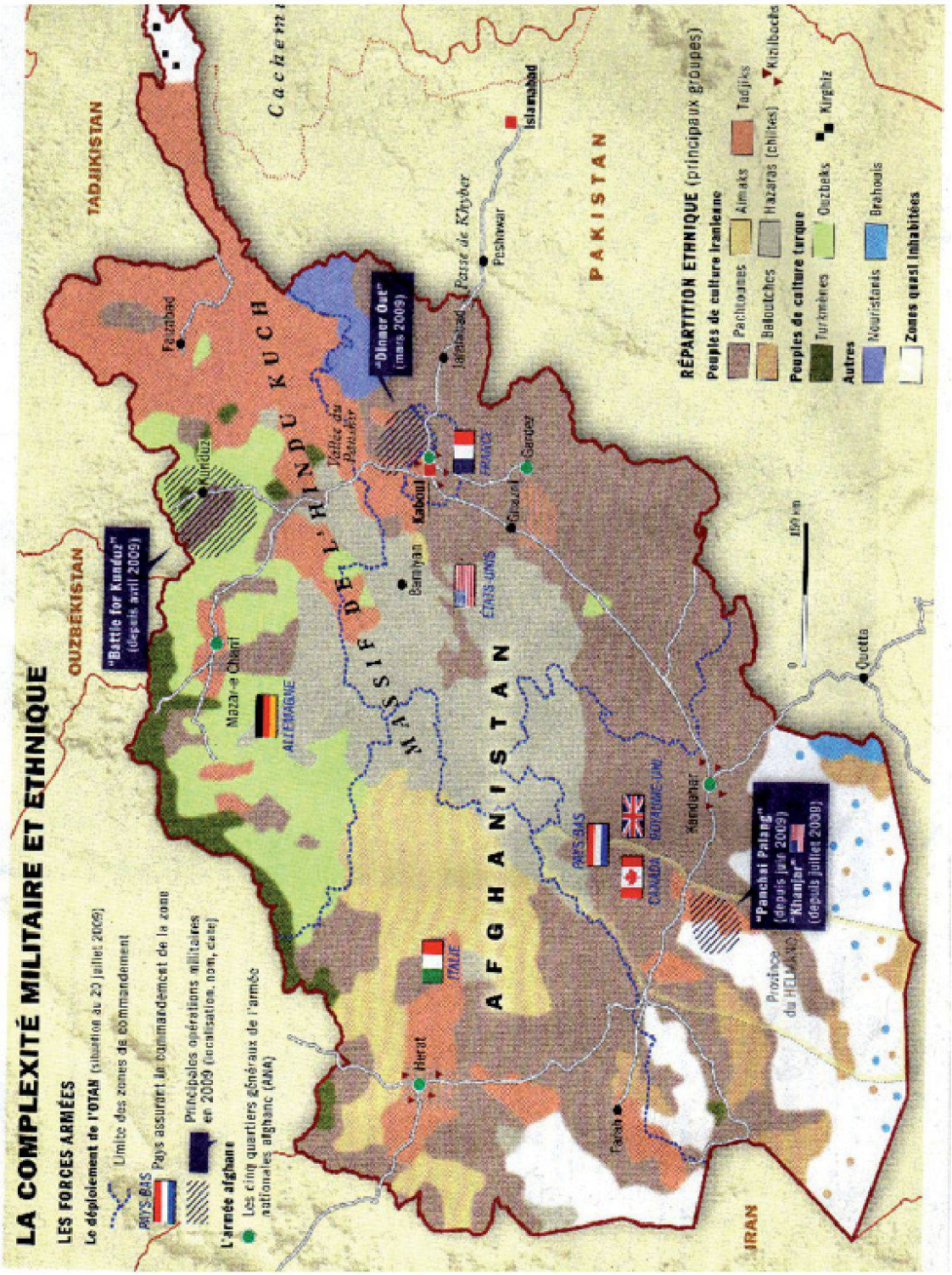
La géopolitique est devenue un outil de gestion de l'entreprise, et de fait, les risques qui l'accompagnent, influencent les comptes de pertes et profits. Alors qu'un nouvel ordre, -ou plutôt désordre -, international s'installe, la question est de savoir si l'on se dirige vers un monde post-américain. La crise financière, l'engagement malheureux des Etats-Unis dans les conflits d'Irak et d'Afghanistan, le déplacement de l'épicentre géoéconomique du monde vers l'Asie orientale, autant de tendances lourdes qui conduisent à s'interroger sur la capacité américaine à conserver sa puissance sur un échiquier mondial de plus en plus complexe. Comme Bill Clinton qui s'était retrouvé avec une minorité au Congrès, le président Barack Obama a dû revoir sa logique de campagne, même s'il avait annoncé un désengagement rapide des troupes américaines basées au Moyen-Orient. En réalité, s'ils se replient officiellement bel et bien, les Etats-Unis laissent encore beaucoup d'hommes dans le bourbier irakien. Confrontés en Irak à une nation sans Etat depuis les élections du 7 mars 2010, l'Amérique ne quitte pas encore le terrain des combats plus souterrains, avec 4500 forces spéciales et plus de 30 000 paramilitaires. Le jour de son retrait officiel du pays, le 31 août 2010 l'Amérique a comptabilisé 23 attentats qui ont fait 357 morts et quelque 900 blessés. En Afghanistan aussi, la puissance américaine a marqué le pas, après dix ans de présence occupante dans un pays déchiré par la guerre et les conflits internes.

UN ARC DE CRISE SE DESSINE

Les observateurs ont également relevé combien la faillite de la banque Lehman Brothers, banque d'affaires symbole déchu de la suprématie américaine, a pesé sur l'équilibre des forces en présence dans cette région du monde, en accélérant le transfert de l'épicentre géopolitique et géoéconomique vers l'Asie orientale. Conséquence de ce nouvel ordre -ou plutôt désordre- international, ceux qui déploraient hier trop d'Amérique, risquent de regretter qu'il n'y en ait plus assez demain. De l'Iran à l'Afghanistan, un arc de crise se dessine, créant une véritable incertitude dans cet Orient asiatique, avec une forte interpénétration des conflits, dont la dimension n'est pas seulement locale.

L'Afghanistan, pays qui s'étire le long du Pakistan sur 2300 km de frontière, compte également 1200 km de frontière commune avec l'Iran. Au fil des mois, tout le monde a compris que le lieu n'est qu'une même zone de conflit qui permet à l'Iran de s'inviter dans un dossier que ni les Britanniques, pourtant fins stratèges, ni les Soviétiques – malgré de lourds moyens

en hommes et en matériel investis sur place pendant dix ans-, n'ont réussi à maîtriser.
Quelques images récentes devraient inviter à plus de modestie. Sur quelque 2300 km dans une zone montagneuse, 28 000 combattants sont en train de tenir tête à la plus grande coalition internationale, qui représente 80% des dépenses militaires mondiales et 75% du produit mondial brut. Autre image, derrière 700 ordinateurs, autant d'officiers d'état-major tentent de gérer ce terrain chaotique au moyen d'un équipement hyper sophistiqué, décalé et paradoxal de technologie.
Le contexte politique n'est pas plus simple que le contexte militaire. Les élections sont, à chaque fois, un facteur de sur-aggravation de la corruption de l'Etat afghan qui critique régulièrement l'OTAN. Pourtant, les pays occidentaux, dont la France qui compte ses morts, se doivent de faire de ce pays une démocratie minimale. Car les opinions publiques, elles, ne comprennent pas le prix du sang payé sur le terrain. Travailler en Afghanistan reste donc et toujours compliqué. Illustration, lors de la signature des Accords de Bonn, le nombre de la population afghane a grimpé en une nuit de 6 millions passant de 23 à 29 millions d'habitants, les autorités ayant bien compris alors que les aides européennes seraient accordées «per capita».
Dans cet imbroglio, la coalition internationale réunit notamment le Canada, les Pays-Bas, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France. Chacun mène ses affaires, contrôlant sa ou ses zones organisées en GTIA (groupes tactiques interarmées). Les dysfonctionnements donnent chaque jour raison au Maréchal Foch qui affirmait: «Depuis que je sais ce qu'est une coalition, j'ai moins d'admiration pour Napoléon». Certes, l'OTAN et l'ISAF cohabitent, mais avec des difficultés évidentes.

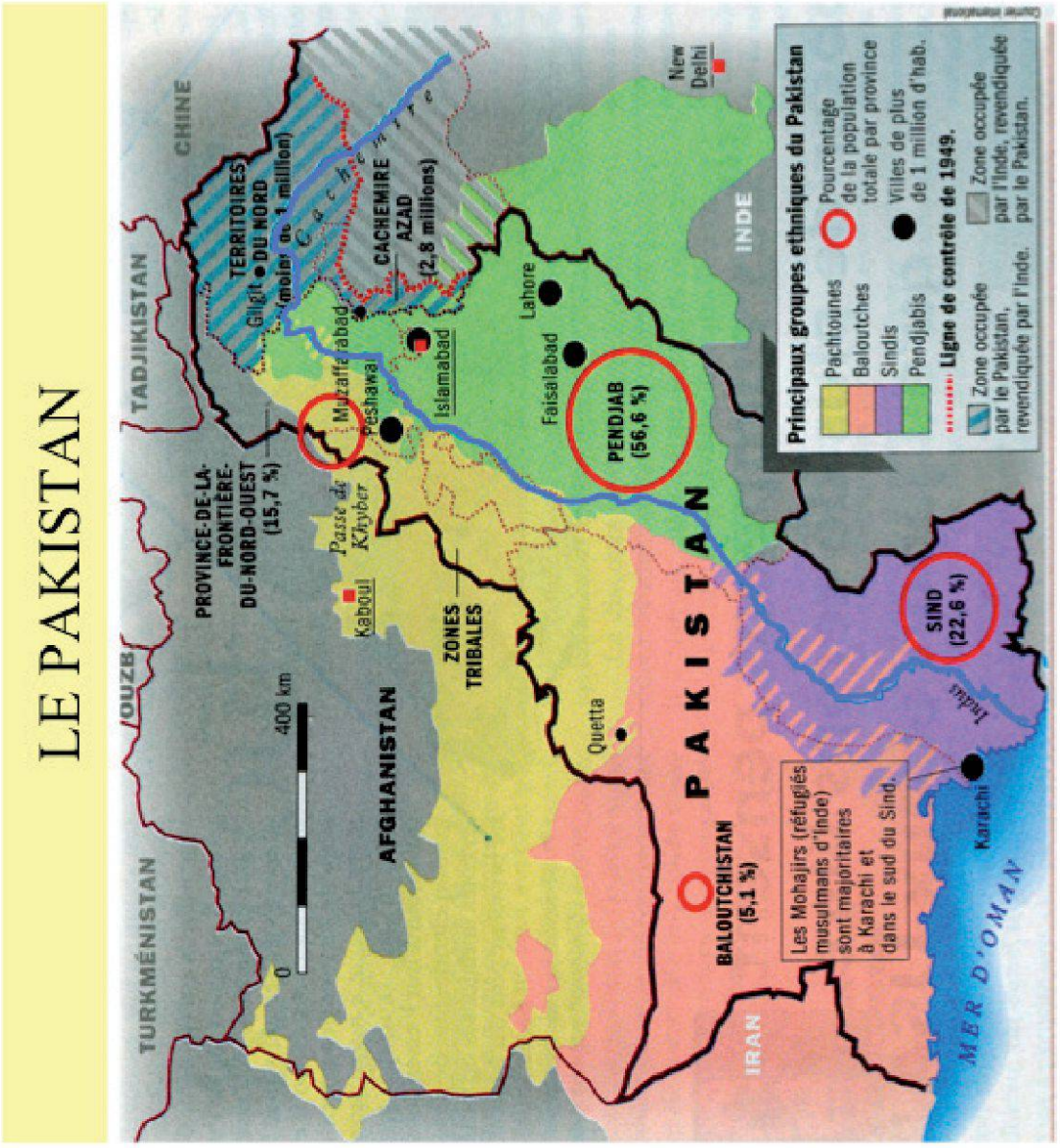


CARTE 1 - La complexité militaire et ethnique

La France a installé son état-major dans la périphérie de Kaboul et pris pied à proximité dans les vallées de Kapisa et de Surobi; les Italiens sont à l'ouest; les Britanniques et les Canadiens au sud. Les Américains quant à eux ont annoncé le «surge» et la date de leur désengagement est calée sur leur calendrier électoral.

L'intérêt des chefs locaux, mouvement Taleb, comme Hebz el Islami, est de jouer la montre plutôt que de retourner à la table des négociations telles que souhaitées lors du sommet de Londres. Mois après mois, la guérilla pachtoune étend ainsi son emprise géographique, y compris dans les zones ethniquement extérieures à la pachtou wali. Elle gagne progressivement l'ouest du pays, profitant de l'absence de riposte de certains membres de la coalition. Politiquement, les élections de 2009, censées légitimées le président Hamid Karsaï, ont surtout contribué à le fragiliser. Le «civilian surge» reste bien délicat à mettre en œuvre, dans un pays qui demeure le premier producteur mondial d'opiacés, commerce soutenu par les mafias internationales. Quant aux opinions publiques occidentales, elles sont, à travers leurs médias, maintenues dans une simplification centrée sur les seuls talibans.

Comme en 1989, force est d'admettre que la clé du conflit se trouve au Pakistan, homme malade de l'Asie qui, du nord Waziristan à Quetta, constitue la profondeur géographique ethnique et religieuse du conflit.



CARTE 2 - Le Pakistan , principaux groupes ethniques

Le phénomène est à prendre à sa vraie mesure: jamais dans l'histoire de la guerre, une guérilla a perdu quand elle bénéficiait d'un sanctuaire stratégique. La situation sur place en est encore une fois la preuve: il y a un an, 60 % du territoire était contrôlé par la guérilla, elle en maîtrise actuellement 75%. Pourtant enclavé dans ses montagnes, l'Afghanistan devient un point de cristallisation stratégique.

Tant que l'on ne réussira pas à imposer du politique, le reste sera vain. A chaque coup de boutoir de la coalition, le dur terrain afghan reprend ses droits: quand un homme meurt (*voir CARTE 1*) un autre, son cousin ou son frère, se lève aussitôt pour prendre sa relève au combat.

D'autres forces, d'apparence plus discrètes, se sont jointes à la lutte. D'un côté, les Saoudiens sont censés convaincre les talibans modérés de revenir dans le champ politique. De l'autre, l'Iran finance la rébellion balouche pour déstabiliser le Pakistan. Quant aux Indiens, ils ont une posture ambigüe à cause des Pakistanais qui ont fomenté les attentats sanglants de Bombay, en novembre 2008. Là encore, les fils de l'affaire se dénouent sur le terrain afghan, avec en première ligne les services secrets pakistanais. A 70% originaires de l'ethnie pachtoune d'Afghanistan, les militaires pakistanais méprisés sur leur sol ont refusé de tirer sur «leurs frères» talibans de la même religion qu'eux, et ont orchestré les attentats indiens. La menace est désormais clairement affirmée: le Pakistan n'hésitera pas à jouer la politique du pire contre son éternel ennemi, l'Etat indien.

Pour sa part, l'Inde, premier financier de l'Afghanistan, - où elle construit notamment le parlement de Kaboul -, veut absolument contourner le Pakistan. Plus que jamais la question pakistanaise s'entremêle à la question afghane.

RISQUES D'EXPLOSION AU PAKISTAN

Dans cette région du monde aux contours incertains, l'Indus marque la vraie frontière, avec à l'ouest les ethnies persanes, et à l'est les Indiens. Plus au nord, dans les deux pays, les mêmes ethnies veulent créer un califat islamique. C'est là, dans un no man's land quasi inaccessible à cause de la très haute montagne, qu'Oussama Ben Laden a trouvé refuge et développe son pouvoir de nuisance. Les toutes récentes inondations au Pakistan, qui ont noyé une surface de 160 000 m2, soit l'équivalent de la surface de la Suisse, de la Belgique et du Luxembourg réunis, constituent un énorme problème sur le plan local. Pour venir en aide aux populations, l'armée a dû se détourner de sa lutte contre les talibans. Comme les infrastructures sont détruites, son action et son efficacité restent réduites, laissant place aux talibans qui en profitent pour prendre le relais. Ces derniers tablent sur l'incurie de l'armée pour tenter de s'emparer du pouvoir et créer un petit califat.

Une telle situation fait peser un grand risque pour toute la région, car le Pakistan est un Etat fragile qui dispose l'arme nucléaire.

De son côté, à l'ouest du pays, l'Iran organise le soulèvement du Balouchistan sunnite dans une république chiite. Enfin, les Chiites eux-mêmes préparent une insurrection pour aggraver la situation, et faire exploser le Pakistan.

Après une décennie fatale à l'armée soviétique dont le déclin a été entériné après la chute du Mur de Berlin en 1989, les Russes sont partis vaincus. Ils espèrent aujourd'hui une revanche historique dans cette partie du monde. Ils y jouent les arbitres et y instrumentalisent la Chine.

ISRAËL EN EMBUSCADE

Dans ce contexte explosif, l'Iran, lui, se vit comme un Etat encerclé. Il se dote de l'arme nucléaire et crée une authentique incertitude stratégique. Depuis les élections de juin 2010 son régime corrompu, et aujourd'hui honni du peuple iranien, utilise l'art de la provocation pour tenter d'assurer sa pérennité. Il enfante le négationnisme comme dogme de discours politique: il n'a pas hésité à lancer devant les caméras du monde entier un drone bombardier d'une portée de 950 km de frontière avec Israël. Au-delà, les leaders iraniens, notamment Mahmoud Ahmadinejad, ont compris que si l'Iran subit une nouvelle attaque, elle serait cette fois israélienne. Assimilée à une guerre de religion, elle sera le gage d'un retour au nationalisme, dans un pays pourtant sous le joug d'un pouvoir haï de la population.

Le renoncement américain à passer à l'attaque, dissimule, en embuscade l'armée israélienne qui depuis plusieurs mois modélise des frappes sur l'Iran. L'idée serait de contraindre l'Iran à négocier sur le dossier nucléaire, par des frappes sur les installations pyrotechniques et balistiques. En employant des matériels sol-sol aux effets redoutables, Israël explique à ses alliés naturels qu'il règle à la fois le problème nucléaire et celui du Hezbollah, soutenu par l'Iran et la Syrie, entrée également dans le jeu diplomatique.

Dans cette épreuve de force, le régime iranien dispose d'un joker diplomatique, la Chine, et du matériel fourni à la fois par les Chinois et les Russes, avec un risque grandissant de rentrer dans un engrenage lourd de conséquences.

A LA CROISÉE DE DEUX INCERTITUDES

On se trouve bien dans cette partie du monde à la croisée de deux incertitudes, stratégique et économique sur le plan international. L'Iran dispose d'une vaste capacité de nuisance et d'action au Liban (Hezbollah), et en Irak (armée du Mahdi et milices chiites). Ses capacités militaires lui permettraient de paralyser le détroit d'Ormuz et le terminal pétrolier de Ras Fujeira, avec pour conséquence de déréguler le marché pétrolier et l'économie internationale. Il faut espérer que dans un dossier aussi sensible, la diplomatie fera mentir Raymond Aron qui aimait à rappeler que, «quand les enjeux sont grands, le pire reste à redouter».

L'histoire réserve ses surprises: en 1979, les accords de Camp David ouvraient une authentique perspective d'espoir dans le dossier israélo-palestinien. En juin 2009, Barack Obama, par son discours du Caire se faisait le chantre de la relance du processus de paix.

Le déficit d'interlocuteurs paralyse la diplomatie américaine au moment même où elle entendait piloter le changement. Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahou joue la montre, conscient que les élections américaines de mi-mandat approchent et qu'après trois ans de pouvoir, le Président Obama sera en campagne durant la dernière année de son mandat s'il entend être réélu. Le Président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, reste au pouvoir, sans mandat et sur fond de crise inter-palestinienne. A Gaza, le Hamas a constitué un proto-Etat et nie toujours le droit à l'existence d'Israël, se contentant d'utiliser le concept de «trêve» (hudna).

Depuis 1990, l'Amérique a fait deux guerres totalement distinctes entre le Tigre et l'Euphrate. Il s'agissait en 1990-1991 de libérer un Etat souverain membre de l'Organisation des nations Unies et sous couvert du chapitre 7 de la Charte de l'ONU. En mars 2003, les néoconservateurs appliquant le principe d'action de la guerre préventive, de l'instrumentalisation du mensonge d'Etat sur les armes de destruction massive et en l'absence d'une

résolution du Conseil de sécurité, ont ouvert une ère de turbulences et totalement échoué dans le projet d'envergure d'un «Grand Moyen-Orient», dans lequel l'Irak ne devrait être que la matrice d'un cercle vertueux. La thèse du penseur français Alexis de Tocqueville affirmant que, «rien n'est plus simple que l'entropie, rien n'est plus complexe que l'art de la néguentropie» s'est confirmée. En 2010, le désengagement partiel des troupes américaines s'écrit sur fond de convulsions, de turbulences et d'inconnues multiples.

AUTOUR DU BOURBIER IRAKIEN

Dans cette nébuleuse d'incertitudes plus grandes les unes que les autres, les Etats-Unis font aussi le bilan de la guerre en Irak. L'Amérique y a dépensé 835 milliards de dollars, faisant de ce conflit la guerre la plus chère de l'histoire. Un seul vol de F18 coûte 100 000 dollars et la technologie a pris une telle ampleur que le mot de
«technologisation» pourrait à lui seul imager l'ampleur des moyens déployés. Quelques chiffres parlent aussi d'eux-mêmes: 4320 morts américains, 200 000 à 600 000 civils tués, 34 000 blessés, 3 millions de déplacés aux frontières, 2 millions de réfugiés à l'étranger.
L'Amérique s'en va donc, mais en laissant 50000 hommes et du matériel lourd au Koweït voisin et espère pouvoir contrôler la nouvelle police, la nouvelle armée, les nouveaux services irakiens. Si demain un gouvernement n'intègre pas tous les Sunnites «récupérables», on aura à nouveau une guerre civile au centre du triangle Bagdad-Faloudja- Ramadi

L'IRAK

CARTE 3 - L'Irak

Les Iraniens sont eux en embuscade, et disposent à l'intérieur une véritable armée intérieure à leur solde. Après l'Irak et l'Afghanistan, les Américains auront bien du mal à remettre sur pied une coalition. Le règlement du problème de l'Irak passe aussi par la question de la relation avec l'Iran. Deux thèses s'opposent quant à l'attitude à adopter face au pouvoir iranien. Ne serait-il pas plus intelligent de faire basculer le pouvoir vers une opposition qui existe désormais plutôt que de l'ostraciser au risque de réveiller un réflexe nationaliste, toujours très ancré dans les consciences? Israël se retrouve avec le chaos irakien qui n'était pas

le scénario prévu; la Turquie commence à se dissocier de l'OTAN; les Américains modélisent des actions souterraines du Yémen à la Somalie.
A côté, le Liban est un pays qui apprend à vivre sans Etat; l'Egypte , dont le président omnipotent est octogénaire, se heurte à nouveau à la mainmise des Frères musulmans, ce qui n'est pas sans danger pour les équilibres dans le premier pays arabe par sa population.
Plus que jamais, cette région du monde apparaît comme une zone sensible, dangereuse, incertaine, où se jouent des intérêts planétaires, dans l'attente d'un monde post-américain.

L'AXE DE TOUS LES DANGERS

En Afrique, hier partagée par la fracture Ouganda-Angola, la situation se normalise à l'exception des exactions contre la population locale du régime sanglant de la République Démocratique du Congo.
L'axe de tous les dangers, en revanche, est celui qui relie d'est en ouest, la Somalie à la Mauritanie, nouvelle fracture transversale du continent africain.
Des intérêts stratégiques s'y mettent en place. Ainsi, les Chinois prennent place à travers le dispositif Atalante pour protéger avant tout leurs intérêts économiques de plus en plus importants en Afrique. L'Erythrée veut obtenir l'application des accords de l'ONU et sa souveraineté maritime sur les zones de Badme et Assab. Mais l'Ethiopie lui refuse cet accès et souhaite sécuriser la Somalie, devenue état islamiste de fait. La contamination gagne toute la zone: l'Erythrée, dirigée par un copte chrétien orthodoxe soutient les Islamistes somaliens. Le Soudan, où la manne pétrolière est un pactole pour l'Etat, va connaître en janvier 2011 un référendum au cours duquel 10 millions d'habitants au sud sur 35 millions d'habitants, vont vraisemblablement demander leur indépendance pour exploiter les immenses ressources pétrolières. Au Darfour, c'est la Sinopec chinoise qui a obtenu pour quinze ans le forage et l'exploitation du seul pétrole présent au nord. Les Américains quant à eux affirment à qui veut l'entendre que le Sahel est la nouvelle poche de conflit islamique, zone de tous les trafics, d'armes, de drogue, de pierres précieuses, où les prises d'otages se multiplient. Une zone où le GSPC algérien salafiste s'est franchisé Al Qaida pour le Maghreb islamiste. Une zone où le Mali, le Niger, et le Tchad composent le ventre mou de la région. Ce qui fait dire aux Etats-Unis comme aux Britanniques: «Sécurisons à tout prix cet endroit car nous sommes à flux tendus sur les autres théâtres d'opérations». Et chacun, de se demander, comment percer cette poche islamiste alors, que par ailleurs, l'Afrique, réservoir de terres et de matières premières, connaît une véritable explosion démographique. Avec l'arrivée massive des Indiens et des Chinois, il n'y a plus de raison à l'afro-pessimisme: l'Afrique du Sud, s'il est besoin, constitue un bon résumé de ce que sera l'Afrique, demain.

LA SUPRÉMATIE CHINOISE S'AFFIRME

Plus loin encore, la puissance montante qu'est la Chine, a mis en oeuvre magistralement un programme anti-crise, devenant la locomotive du monde. Tous les Chinois ont su agir avec intelligence: ceux de Chine populaire comme ceux de Singapour où la croissance atteint 18%, ceux de Taïwan qui repart à pleine cadence et tous ceux qui composent les diasporas d'Indonésie, de Thaïlande, et d'ailleurs. Et pour résoudre le problème du grand ouest, -Xinjian-, du Tibet et du Turkestan, la Chine populaire construit des routes, des autoroutes, des voies ferrées, pour siniser ceux qui posent au régime. Le successeur pressenti du prési-

dent Hu Jin Tao, Xi Ping Li, est déjà préparé pour assurer la stabilité du régime politique. De son côté, l'Inde a réussi à normaliser la situation au Cachemire et en termine avec les extrémistes du Bengale. Elle poursuit sa logique de croissance économique et lance un partenariat avec la Chine: la fracture nord-sud qui existe toujours au niveau de la répartition des richesses est bien maîtrisée. Le pays a plutôt bien joué la carte religieuse et Rajiv Gandhi pour l'instant en retrait sur le plan politique, garde ses chances pour l'avenir. L'Inde applique une constitution fédérale avec un certain succès, même si bien des imperfections seront à corriger. Enfin, elle se dote d'une marine justifiant ainsi de l'Océan qui porte son nom.
Plus à l'Est encore la Corée du Sud revient dans l'actualité; le Japon est immobile et attentiste; Taïwan est mené par le Kuo-Min-Tang qui a repris le pouvoir; les Philippines sont à nouveau tenues par les grandes familles foncières; l'Indonésie voit le retour des généraux javanais; la Thaïlande connaît encore la lutte fratricide entre «chemises jaunes» et «chemises rouges»; la Birmanie s'achemine vers des élections en fin d'année mais la junte birmane donne des signaux forts qui font redouter que le pays sera le prochain à tenter une prolifération nucléaire. Reste encore la question des Etats divisés comme Taïwan avec 28 millions d'habitants et la Chine populaire avec ses 1,3 milliard. C'est un théâtre d'ombre où le jeune Président taïwanais a réussi avec doigté, à normaliser les relations avec Pékin. Mais la réalité demeure en trompe-l'œil, avec des intérêts totalement liés. Celle des deux Corées, en revanche, région où le pouvoir chinois est omniprésent, prendra du temps, car personne ne veut vraiment d'une transition brutale. Dans ce dossier, les non-dits et le temps long prévalent. La Chine est en train de construire des porte-avions pour affirmer sa présence dans la Mer de Chine auprès de voisins qui auraient des intentions trop menaçantes voire belliqueuses. Et en symbole de leur suprématie voulue sur cette zone très riche en hydrocarbure, les Chinois ont planté leur drapeau au fond de cette mer perçue par eux comme relevant de leur souveraineté.
A l'Ouest, l'Amérique du Sud a fait taire en douze ans toutes ses guerres intestines. Elle est aujourd'hui le seul continent qui a éradiqué ses conflits, Colombie mise à part. Elle a quelque peu pris ses distances avec les Etats-Unis et présente un visage plus serein, hormis Haïti et Cuba où la transition politique doit encore s'opérer. Le grand pays du continent sud-américain, le Brésil, a pris des options stratégiques majeures en termes de politique régionale. Le Brésil développe un authentique projet continental et une ambition sur ses côtes à travers le projet «amazonie bleue».
Et la Russie? L'Etat post soviétique partage son pouvoir entre le couple Medvedev Poutine, non opposés comme il paraît au premier regard, mais totalement complémentaires. Vladimir Poutine redeviendra vraisemblablement en 2012 Président de la Russie, profitant ainsi de la réforme constitutionnelle de la fin de l'année 2008. L'enjeu est double: réaffirmer son influence sur le chapelet de quatre-vingt neuf perles (les républiques fédérées) qui composent l'Etat fédéral russe et résoudre les dysfonctionnements tant économiques qu'écologiques. Vivant dans la nostalgie de son passé, la Russie entend au moins retrouver un rôle régional. Son problème résiduel demeure au Caucase nord, où le régime russe souhaite éviter que ne se mette en action la dangereuse théorie des dominos.
Plus haut, sur l'extrême partie du continent arctique, une autre partie de poker se joue entre les Russes, les Canadiens, les Américains, les Danois et les Norvégiens. Chacun, depuis le printemps 2010, montre ses capacités avant la négociation qui ne manquera pas de s'impo-

ser sur les routes et le sous-sol. Cette fois, l'enjeu en est le plateau continental, le Pôle Nord regorgeant de l'équivalent du pétrole saoudien et du gaz qatari.
Et l'Europe enfin? Elle s'affirme à géométrie variable avec une Allemagne en reprise économique, loin devant tous les autres. La fracture entre Europe germanique et Europe latine s'est accentuée avec la dernière crise. Comme l'Europe n'est généreuse que quand elle est riche, son élargissement a été aussi rapide que sa «verticalisation». L'interrogation pour le long terme ne remet pas en cause l'Union européenne mais en revanche, peut-être la pérennité de la zone euro.
En conclusion, le monde révèle à travers toutes ses fractures ses dysfonctionnements et ses pathologies mais il n'est pas encore à la hauteur de la stabilité suisse. A terme, les Etats-Unis devront comprendre que dominer ne signifie pas contrôler. Et déjà, d'autres guerres se profilent, celle de l'eau, celle des océans, celle de la déshérence socio-économique qui crée un terreau favorable à tous les extrémistes. Pour lutter contre le danger du radicalisme qui le guette, le monde devra peu à peu apprendre à vaincre sa misère.

Points clé

- Pendant des siècles, les hommes se sont partagés des continents. Le 21e siècle sera celui où ils se partageront les océans. Des hydrocarbures offshore aux nodules polymétalliques, les richesses océaniques expliquent les contentieux naissants et les saisines de la commission de révision du plateau continental de l'ONU. La Chine, l'Inde, le Brésil, émergent aujourd'hui comme des puissances navales au moment où la Russie renouvelle sa puissance maritime.
- Les guerres sont devenues asymétriques. La fin des guerres majeures entre États aux forces comparables ne doit cependant pas masquer la prolifération des aires de crises et de tensions pudiquement appelées «zones grises» par les militaires.
- L'incertitude stratégique, hier Est – Ouest, a été réintroduite par la prolifération iranienne inacceptable pour Israël qui estime jouer sa sécurité et sa crédibilité sur ce dossier.
- L'hyper-puissance américaine a atteint ses limites. La thèse d'un monde post-américain anime désormais les cercles de réflexion. En fait, le monde in statu nascendi sera multipolaire… même si la crise économique a accéléré le déplacement vers la Chine de l'épicentre géoéconomique des relations internationales.
- La physionomie géopolitique de la planète est de plus en plus contrastée: le Moyen-Orient est en passe d'ajouter (de l'Egypte à l'Arabie) des crises de succession aux problèmes actuels. La nouvelle Asie Centrale entre dans une ère de turbulences. En Afrique, la transversale Mauritanie – Somalie est une véritable fracture. L'Asie Orientale n'échappe pas aux tensions, de la Thaïlande à la Corée. Seule l'Amérique Latine a pratiquement éradiqué les conflits tandis que l'«Europe puissance» continue de se chercher.